

## **Annonce gouvernementale : Un pas supplémentaire dans l'étatisation de la Sécurité sociale !**

Le ministre délégué aux comptes publics a annoncé différentes mesures en vue de lutter contre la fraude sociale. De quelles fraudes parle-t-on ? Ces annonces sont une stigmatisation accrue des allocataires pour masquer des fraudes bien plus massives.

Celles-ci constituent un pas supplémentaire dans l'étatisation de la Sécurité sociale.

Pour FO, il faut préserver notre modèle social, encore faut-il que ce modèle soit aussi maintenu dans sa gestion paritaire.

La fusion de la carte d'identité avec la carte vitale, aurait pour premier effet d'accroître la mainmise de l'Etat sur la Sécurité sociale, pourtant historiquement gérée de manière paritaire.

FO s'oppose à cette étatisation rampante de la Sécurité sociale et rappelle que l'un des moyens de « *contrôler notre modèle social* » est de conditionner les aides publiques aux entreprises et d'arrêter la politique d'exonération des cotisations sociales.

Contact :

**Eric GAUTRON**  
Secrétaire confédéral

**Secteur Protection  
Sociale Collective**

✉ [egautron](mailto:egautron@force-ouvriere.fr)

[@force-ouvriere.fr](mailto:egautron@force-ouvriere.fr)

☎ 06.45.40.16.57

☎ 01.40.52.83.94

Paris, le 1 juin 2023